

Ensuite, il y a évidemment eu l'annonce qu'on ne vendrait plus de rentes du gouvernement. Le gouvernement a décidé de se défaire de ce fardeau également, en en confiant la responsabilité au secteur privé. Ce n'est peut-être pas mauvais en principe. Mais on doit certainement se demander ce qui a bien pu le pousser à abandonner la vente de rentes. Des ministériels ont bien reconnu que l'inflation et les taux d'intérêt élevés des dernières années ont placé le gouvernement dans une position embarrassante et peu avantageuse. Le fait que le gouvernement ait décidé de se retirer est un signe évident qu'il ne voit aucun moyen de sortir des problèmes que pose la forte inflation actuelle. Ce n'est tout simplement pas dans la nature du gouvernement libéral de renoncer à ses organismes bureaucratiques: sauf quand il a peur. Maintenant que le gouvernement libéral a réussi à attiser l'inflation, il est temps de supprimer les rentes de l'État et de confier cette responsabilité à un secteur plus efficace.

Finalement, monsieur l'Orateur, en étudiant le contenu de l'exposé budgétaire, on ne peut que conclure que le ministre a dû céder au Cabinet. Tout au long de son exposé, le soir du 23 juin, il n'a pas cessé de faire ressortir la nécessité de contrôle pour assainir notre économie. Voici des citations de son discours qui montrent toutes que le ministre aurait voulu en fait persuader les membres du Cabinet d'adopter une certaine forme de restrictions obligatoires. Voici ce qu'il dit à la page 7022 du *hansard*:

Nous avons besoin d'une forte progression de l'emploi pour diminuer le chômage. Il faut, pour y parvenir, une meilleure tenue des coûts et des prix.

Il ajoutait plus loin:

La hausse des prix de gros s'est déjà accélérée de nouveau. En fait, de fortes augmentations de coûts s'accumulent depuis un certain temps dans notre économie, ce qui risque de nuire à la compétitivité de nos entreprises tant dans notre pays qu'à l'étranger.

A un autre moment, il dit:

Toutefois, il en ressort nettement que les rémunérations, qu'on tienne compte ou non des avantages sociaux, augmentent beaucoup plus vite au Canada qu'aux États-Unis.

Puis, plus loin:

Par contre, il est étonnant et même inquiétant de constater qu'en une période de croissance ralentie et de chômage prononcé les rémunérations se sont élevées aussi vite et continuent d'augmenter à un rythme accéléré.

Pour montrer que le ministre aurait voulu recourir à des mesures plus énergiques, notons ce qui suit:

Il reste que certaines revendications récentes paraissent sans rapport avec les réalités économiques.

Il a encore fait ressortir l'importance de contrôles rigoureux en ajoutant:

Une baisse continue du dollar canadien ne saurait cependant tenir lieu d'action modératrice sur les prix et les coûts.

Et il a conclu en disant:

Si nous sommes incapables d'adopter une politique qui maintienne la confiance du pays et de l'étranger dans la santé de notre économie, nous risquons de le payer cher sous forme d'une baisse des investissements, de la production, de l'emploi et des revenus réels.

Toutes ces déclarations du ministre des Finances sont autant de graves accusations lancées contre notre société.

*Budget—M. Malone*

Dans toutes ces citations, le ministre a évoqué avec justesse quelques-unes des graves conséquences auxquelles le Canada devra faire face si nous ne corrigeons pas certaines anomalies. Certes, le ministre ne peut présenter des arguments si convaincants sur la nécessité d'assainir notre économie et ensuite les rejeter en disant tout simplement que le public n'est pas disposé à accepter des contrôles pour le moment. Je lui pose la question: a-t-il recherché l'accord général du public pour imposer la taxe d'accise de 10c.? Sûrement, l'excuse aurait été faible, surtout lorsqu'il a déclaré à la page 7025 du *hansard*: «Un accord général sur des principes directeurs volontairement acceptés n'a pu être atteint.» Comment le ministre peut-il concilier une telle déclaration à celle-ci:

... nous n'avons pas rejeté en principe l'imposition de contrôles. En effet, sous un aspect en particulier, cette solution comporterait un avantage sur un consensus libre.

En dépit de cet aveu, il avait déclaré antérieurement:

En outre, elle finit par saper les fondements mêmes de la société. Elle abaisse le niveau de vie des personnes à revenu fixe, comme les pensionnés. Elle prive la population des critères sûrs et intelligibles dont elle a besoin pour orienter ses affaires économiques. Elle introduit des aléas sérieux dans les décisions affectant le budget familial, le logement, l'épargne et les projets de retraite. Elle suscite de profondes frustrations, des tensions sociales et des réserves à l'égard des institutions publiques et privées.

Monsieur l'Orateur, si une chose est claire, c'est bien que le ministre des Finances a préparé le terrain pour présenter les mesures de contrôle. C'est simplement parce qu'il a été incapable de persuader ses collègues du cabinet de la gravité de la crise actuelle du Canada qu'il a écarté tous les arguments en faveur d'une restauration d'une économie stable par ces quelques mots: «Le public n'accepterait pas ces mesures actuellement.» Le ministre n'a certainement pas consulté le public avant d'imposer sa taxe d'accise de 10 cents sur le gallon d'essence. S'il l'avait fait, il est presque certain qu'il n'y aurait pas eu de consensus en faveur d'une telle décision. A la page 7025 du *hansard* le ministre déclare ceci:

● (2140)

Abordons maintenant les mesures concrètes. Aucune n'est plus importante que le contrôle des dépenses gouvernementales.

Puis il a parlé de la réduction d'un milliard de dollars dans les dépenses du gouvernement, mais pour concéder que cette année l'administration et l'entretien du gouvernement fédéral coûteront beaucoup plus au peuple canadien. Ce sont manifestement des déclarations de ce genre qui portent la société canadienne à être très méfiante et qui incitent le citoyen moyen à se demander à quoi tout cela rime.

Un point ressort clairement de l'exposé budgétaire du 23 juin: la description de ce qui va mal au Canada cadre assez bien avec la réalité. On y décèle tout aussi clairement que toutes les solutions offertes ne rehaussent aucunement le mode de vie des Canadiens, ne contribuent aucunement à diminuer l'inflation et ne font rien pour aider les gens à revenus fixes, les citoyens âgés et les indigents. Ce sont eux qui souffrent le plus de la détérioration croissante de la gestion du gouvernement, qui détruit le mode de vie de tant de Canadiens importants.